que le crédit public et privé, après une lutte de plusieurs mois, devait rendre dans l'avancement de la paix complète ; mais ses espérances, aussi bien que celles de ses adversaires, ont été trompées. Ce n'est point la faute de la commerce qui a donné tout ce qu'il était possible de donner ; ce n'est pas non plus celle des capitalistes, qui ont fait preuve d'un patriotisme digne de tous les éloges. Cette erreur, nous le répétons, provient de ce qu'on a cru pouvoir arrêter le cours des événements, et abuser encore une fois de la confiance publique. Les capitalistes, les banquiers, les commerçants, les manufacturiers, tous les hommes d'affaires, ont compris que la paix était désormais assurée, et ils ont fait leur devoir. Ils ont mis à la disposition du gouvernement des sommes considérables, qui, jointes à celles qu'il a reçues des contributions, auraient dû suffire à tous les besoins de l'année. Mais, nous le répétons,